

PERSPECTIVES TUNISIENNES
Groupe
d'études
et
d'Action
Socialiste
Tunisien

Prix : 1,50 F
150 ml

S O M M A I R E

- Appel aux étudiants 2
- Bourguiba, valet de l'impérialisme 4
- Information - Déformation 5
- Pour des mots d'ordre justes : une analyse juste 6
- Qui parle des privilèges des étudiants 7
- La bourgeoisie et les mouvements de libération nationale 8
- 21 février, journée anti-impérialiste 9-10
- Pour une amnistie inconditionnelle 11
- Apprenons le marxisme 12

APPEL AUX ETUDIANTS

Cinq mois à peine après la crise du régime destourien, quelques semaines après la mystification de la loi de grâce amnistiante, quelques jours après les libérations du 18 janvier 1970, libérations par lesquelles le pouvoir espérait récupérer le mouvement étudiant, la rude répression qu'a opposé le régime aux manifestations anti-impérialistes et de soutien au peuple palestinien auxquelles vous avez participé fournissent un démenti cinglant aux déclarations officielles sur le prétendu appui des masses à ce régime.

Le quadrillage de la médina par l'armée était serré : un soldat baïonnette au canon tous les dix mètres ! On pouvait se demander pourquoi un déploiement de forces aussi disproportionné à l'ampleur des manifestations. Mais cette disproportion n'est qu'apparente, car ce déploiement de forces s'opposait principalement à l'impact de ces manifestations sur les masses populaires et l'écho qu'elles trouveraient (et qu'elles ont effectivement trouvé) auprès d'elles. Le régime destourien savait cela, et c'est ce qu'il ne tolérera pas. Il est prêt à accepter le mouvement étudiant dans son cadre, et pour lui son cadre c'est l'intérieur des murs des facultés. C'est le contenu du discours de Ayari lorsqu'il affirme que le gouvernement a autorisé la réunion à la bourse du travail et qu'il ne voit pas d'inconvénients à ce que les étudiants fassent grève. Notons en passant qu'il faudrait peut-être remercier le gouvernement pour son autorisation pour le meeting et lui promettre qu'avant de respirer nous lui demanderons l'autorisation !

Voilà le régime étouffant et qui ne cesse pas de déclarer son nouveau visage libéral ! Voilà le régime qui ne cesse pas de prétendre qu'il a l'appui des masses et qui emploie tout l'arsenal militaire et policier qu'il s'est fabriqué avec l'aide et l'assistance des pays impérialistes et en premier lieu des Etats-Unis, contre une manifestation populaire !

Voilà les libertés démocratiques que les déclarations officielles proclament et la réalité des faits qui les contredit ! Cette répression démasque ce faux libéralisme et précise les menaces fascistes que fait peser le régime réactionnaire sur les masses populaires.

Lorsque vous avez désapprouvé Ayari et imposé votre volonté de manifester votre hostilité à l'impérialisme non seulement à l'intérieur des murs des facultés, mais aussi dans la rue, c'est-à-dire avec les masses populaires, Ayari vous a répondu : « Vous n'êtes pas des adultes ».

Ce régime a une règle d'or : tous ceux qui ne partagent pas sa politique réactionnaire, tous ceux qui s'opposent à la participation de la Tunisie à renforcer l'impérialisme américain, tous ceux-là ne sont pas des adultes, il leur accordera une liberté surveillée. Ne pouvant pas les forcer à croire, n'ayant pas d'arguments valables à leur opposer, le régime leur lie les mains, les empêche de propager et de populariser leurs idées. Bref, ce régime ne leur permettra de s'exprimer et d'agir que là où leurs activités sont sans aucune incidence sur la vie politique de la Tunisie, là où le régime ne risque pas sa peau, et il sait bien que seules les masses populaires unies peuvent avoir raison de tout son arsenal militaire et policier et le balayer avec tous les exploiters dont il est l'instrument.

C'est pour cela que le gouvernement, comme disait Ayari, ne voit pas d'inconvénients à ce que les étudiants fassent grève.

Non ! monsieur Ayari, ces camarades étudiants qui entendaient manifester dans la rue leur hostilité à l'impérialisme personnifié qu'est ce Yankee Rogers et leur solidarité à la lutte du peuple palestinien, sont adultes.

Ils sont adultes parce qu'ils sont sur des positions justes ; ils ne veulent pas se limiter à savoir bien calculer et bien parler parce qu'ils vont jusqu'au bout de leurs idées et qu'ils ne se bornent pas à faire de vœux pieux de changement (comme l'a fait un groupe de révisionnistes qui a brisé la grève en deuxième année de médecine) et qu'ils savent que « les idées justes », lorsqu'elles pénètrent dans la masse, deviennent une force invincible.

C'est ce à quoi, justement, le gouvernement que tu représentes, puisque tu parlais en son nom, voudrait s'opposer, car c'est par là que débute sa fin et c'est par là qu'il se verra achevé.

Ceux des étudiants qui ne s'occupent pas de ce qui se passe autour d'eux, ceux qui font la course aux diplômes pour avoir une place parmi les exploiters au lieu de mettre leur savoir au service des masses populaires, et qui croient à la vertu opérante des condamnations de principe, sont les exploiters virtuels qui viendront prendre ton relais après trois ou quatre ans de stage à l'université.

CAMARADES ETUDIANTS,

En manifestant dans la rue, contre l'arrivée de Rogers à Tunis, vous avez participé aux larges manifestations qui se sont déroulées partout où ce Yankee voulait implanter davantage l'influence de l'impérialisme U.S. Ces manifestations étaient aussi des manifestations de soutien à la lutte du peuple palestinien. Mais pourquoi donc ne raisonnez-vous pas comme le régime : il prétend que son amitié avec les Etats-Unis est un moyen de pression sur la politique du gouvernement américain, surtout pour le Moyen-Orient. Pourquoi ne pas ménager la chèvre et le chou ?

Pourquoi le soutien à la lutte du peuple palestinien passe-t-il par la condamnation de l'impérialisme et de ses valets ? Est-ce un hasard ?

Non, le soutien à la lutte de l'héroïque peuple vietnamien passe par la lutte contre l'impérialisme U.S. ; le soutien à la lutte du peuple laotien passe par le même chemin, et celui de la lutte du peuple palestinien passe encore par la lutte contre l'impérialisme U.S. Mais si tout le monde est contre cet impérialisme, comment se fait-il qu'il se maintient encore ?

C'est vrai qu'il agonise dans plusieurs parties du monde, mais il respire encore. Enfin, d'où l'impérialisme U.S. tire-t-il sa pseudo-puissance, et qui lui permet de le faire ?

L'origine de sa pseudo-puissance, c'est la misère des autres. C'est lui, avec ses investissements, qui récolte le fruit du travail de tant d'ouvriers déshérités disséminés partout dans le monde. C'est lui, avec ses larges prêts à 2 % d'intérêts, qui profite du peu de progrès que réalise l'économie naissante d'un pays, et il trouve dans les diverses bourgeoisies nationales les instruments et le soutien de sa politique de pillage et d'agression.

N'a-t-on pas vu le régime tunisien soutenir qu'au Vietnam l'agresseur est le Nord-Vietnam !

Comme si on avait vu les bombardiers de Hanoï pilonner les pauvres habitants de New York !

L'agression de l'impérialisme est toujours violente : cette violence revêt plusieurs formes, elle peut être manifeste (physique) lorsque les peuples s'y opposent, comme elle peut être camouflée (alliance, amitié) lorsque les peuples sont dominés. Et c'est pour cela que les camarades étudiants qui ont manifesté dans la rue contre l'impérialisme se sont trouvés en face du régime, de sa police et de son armée. Combattre l'impérialisme en Tunisie, c'est combattre le régime bourgeois, instrument de l'agression de

l'impérialisme en Tunisie et de la bourgeoisie tunisienne. Car ce sont là les deux caractères du régime en Tunisie, deux caractères complémentaires inséparables.

Aussi il serait naïf de croire les déclarations du gouvernement sur la nécessité de l'unité de la nation tunisienne. Il n'y a pas unité possible entre les exploités et les exploités, il ne peut y avoir qu'unité des exploités contre les masses populaires, et il y aura, pour peu que l'on s'en donne les moyens de la réaliser, l'Unité des masses populaires contre les exploités.

Cela n'exclut pas évidemment des querelles entre les exploités causées par leur voracité sans limite.

L'unité des masses populaires est leur principal ennemi et tous leurs efforts consistent à mieux cacher leur jeu sous couvert de nationalisme, ou d'augmentation de la production nationale par exemple, sans laisser à ceux qui veulent réfléchir le temps de s'attarder et de savoir à qui profite cette augmentation de la production nationale.

L'unité nationale, c'est l'unité du loup et de l'agneau. Il ne faut pas s'y tromper. Ce sont les mêmes mensonges et contradictions quand ce régime parle d'amitié ou de solidarité avec les peuples opprimés.

Il annonce les 100 000 dinars d'aide à la lutte palestinienne, mais n'annonce pas les 600 000 dinars que paie la Tunisie aux Etats-Unis comme intérêts des prêts contractés, sans parler des profits que tirent les capitalistes américains de leurs investissements.

Le régime essaie de duper les masses et d'obtenir un soutien à sa politique réactionnaire par l'intermédiaire d'organisations des peuples en lutte pour leur libération nationale. Aussi, il est regrettable que le délégué de l'O.L.P. se soit laissé utiliser comme caution par le gouvernement tunisien au meeting de la Bourse du Travail alors que le peuple tunisien manifestait sa colère dans les rues et exprimait un soutien conséquent à la lutte du peuple palestinien.

Ce délégué a objectivement joué le jeu de Ladgham et de l'impérialisme qui ont réprimé les véritables alliés du peuple palestinien.

On peut se demander comment on peut être l'allié des Palestiniens et des mouvements de libération d'une part et des Etats-Unis avec leur politique impérialiste actuelle puisque, selon Rogers même, « la Tunisie est le meilleur ami des Etats-Unis ».

Non ! il ne peut y avoir de solidarité avec les peuples opprimés que le jour où notre peuple lui-même sera libéré du joug de l'impérialisme, le jour où les masses populaires auront écrasé et balayé ces valets de l'impérialisme que sont nos exploités locaux, Tunisiens comme nous, mais néanmoins nos ennemis car il n'y a solidarité, unité que dans une lutte.

Notre solidarité avec les mouvements de libération nationale et les luttes contre les néo-colonialisme ne peut être, ne peut se manifester concrètement que par notre lutte contre l'impérialisme et la bourgeoisie tunisienne son valet et qui détient actuellement le pouvoir.

CAMARADES ETUDIANTS,

Ceci est encore vrai pour le mouvement étudiant. Il y a des étudiants réactionnaires valets du régime, ceux qui espèrent sauvegarder les privilèges qu'ils ont et ceux qui espèrent à leur tour en avoir. Le mouvement étudiant n'a pas à se soucier d'eux et il doit les démasquer, eux et leurs manœuvres. Mais il y a aussi les étudiants, et ils sont nombreux, qui n'acceptent pas l'exploitation, ceux qui voudraient une Tunisie socialiste, ceux qui voudraient effec-

tivement étouffer le dernier souffle de l'impérialisme agonisant, et à ceux-là nous disons que le dernier souffle de l'impérialisme ne s'étouffera qu'avec le dernier souffle du dernier régime fantoche, du dernier régime colonialiste et néo-colonialiste, tous valets et instruments de l'impérialisme.

En Tunisie, la sangsue qu'est l'impérialisme est encore vivante. Si nous la matons là, elle aura moins de forces, et notre peuple se libérera. Cela, beaucoup de camarades ont commencé à le faire en se liant aux masses populaires lors de ces manifestations et avant. Ils ne sont pas restés à l'intérieur des murs des facultés. Il faut continuer dans ce chemin car la répression dure qu'oppose le pouvoir bourgeois prouve que c'est le bon chemin, celui qui l'affaiblit encore plus. Il faut informer les masses populaires, dénoncer la propagande pernicieuse du régime. Ainsi, le mouvement étudiant évitera l'isolement que voudrait lui imposer le pouvoir, le mouvement ira de l'avant, ses objectifs démocratiques particuliers et sa lutte propre se trouveront liés aux objectifs des masses populaires et à leur lutte. Ceci est loin d'exclure la lutte étudiante au sein de l'université, au contraire, il y appelle. Car la lutte contre l'étouffement intellectuel, contre la répression policière et administrative, pour les libertés de parole, d'organisation, de discussion, de presse à l'université sont des objectifs que le mouvement étudiant doit obtenir par la lutte et qui lui permettront de s'unir davantage au peuple et de mieux l'unir contre le régime bourgeois exploiteur, à la solde de l'impérialisme que nous avons actuellement. Ainsi l'union avec les masses populaires rendra le mouvement étudiant plus fort à l'université, vis-à-vis du régime, et lui fera préciser ses objectifs, mais le développement du mouvement au sein de l'université même lui permet aussi de pouvoir mieux s'organiser et s'unir aux masses populaires.

La liaison avec les masses populaires permettra de se départir de tout sectarisme, car c'est la pratique qui déterminera les positions justes ou erronées.

La ligne de démarcation entre démocrates conséquents et pseudo-démocrates, entre révolutionnaires en fait et révolutionnaires en paroles, passe à l'étape actuelle par la volonté réelle d'effectuer dans la lutte la jonction avec les masses populaires et en premier lieu avec la classe ouvrière. Cette jonction ne sera possible qu'en s'informant sur les conditions de vie des ouvriers et des paysans pauvres qu'en popularisant leurs luttes quotidiennes, qu'en intensifiant le travail d'agitation et de propagande auprès des masses opprimées afin d'expliquer la vraie nature de classe de l'Etat et ses liens avec l'impérialisme.

CAMARADES ETUDIANTS,

Face à la rude répression qu'oppose le régime, il faut s'unir, serrer les rangs, car plus le régime s'affaiblit, plus il prend conscience de l'approche de sa fin, plus il voit les masses populaires s'unir, plus il redouble de férocité, plus il essaiera de diviser et de séparer.

Que les étudiants fassent de leur combat une composante de la lutte que mènent les classes opprimées contre le régime réactionnaire ; qu'ils s'organisent en vue de s'unir aux masses, alors les attaques du pouvoir et ses échecs permettront de mieux voir ses faiblesses et d'abrèger encore plus la vie de ce régime bourgeois et la libération des masses populaires du joug de la bourgeoisie pro-impérialiste sera pour bientôt.

Soutenons la lutte du peuple palestinien en menant concrètement la lutte contre le régime bourgeois tunisien, valet de l'impérialisme !

Procurez-vous notre brochure n° 5

**" Les problèmes agraires
dans la Tunisie actuelle "**

BOURGUIBA,

Valet de l'impérialisme

Faux allié des Palestiniens

Sous la pression de l'opinion publique tunisienne, le gouvernement a fait beaucoup de publicité autour des « réserves » qu'il émettait quant à la politique américaine vis-à-vis de la Palestine.

Ces « réserves » s'inscrivaient dans le cadre de la politique du gouvernement qui avait « pour premier objectif après les décisions du mois de septembre, de rétablir la confiance » (1).

Comme l'agitation n'avait pas cessé de se développer, aussi bien à l'université qu'en milieu ouvrier, on comprend que c'est pour contenir un mouvement qui risquait de le mettre en danger que le parti a « autorisé » la tenue d'un meeting de soutien à la lutte armée du peuple palestinien.

Mais les participants à ce meeting ont vite compris que, soutenir la lutte armée du peuple palestinien n'avait pas la même signification pour eux et pour le gouvernement. Et ceci tout l'appareil policier mobilisé aux alentours de la bourse du travail était là pour leur rappeler que soutenir la lutte armée du peuple palestinien ne devait pas viser « l'hôte » du gouvernement tunisien, ni le gouvernement lui-même. D'ailleurs, le quadrillage policier et armé de la capitale concrétisait pour les manifestants la vraie nature du régime destourien qui se comporta en réactionnaire conséquent en réprimant les manifestations anti-impérialistes.

Mais alors, ceci nous amène à nous poser la question suivante : « Quelle est la nature du "soutien" que le gouvernement tunisien apporte à la lutte armée du peuple palestinien ? »

Il faut dire tout de suite que la position du régime destourien sur la résistance palestinienne ne date pas d'aujourd'hui et la « démarcation verbale » par rapport aux positions de ses protecteurs américains ne modifie cette position en rien. Pour Bourguiba, dans son discours prononcé en mars 1969 pour clôturer « la semaine de la Palestine », il s'agit en Palestine « d'un problème colonial qui, dans son essence, est semblable aux autres problèmes coloniaux » ; par conséquent, pour lui, la lutte du peuple palestinien doit prendre en exemple la lutte du peuple tunisien qui « sait par expérience que la première étape est d'abord la libération du pays de la domination étrangère. L'orientation politique et idéologique dont dépend l'évolution économique et sociale du pays constitue une deuxième étape ».

Evidemment le gouvernement destourien n'exclut pas l'utilisation de « la guérilla ou la guerre révolutionnaire », mais « cette guérilla menée aussi longtemps qu'il est nécessaire doit l'être sur la base d'une plate-forme, c'est-à-dire d'un contenu politique raisonnable susceptible d'être adopté à la longue par de larges secteurs de l'opinion internationale »,

c'est-à-dire l'O.N.U., et il ajoute que cette plate-forme pourrait viser « la constitution d'un Etat fédéral ou confédéral ».

Il faut aussi « que les organisations de résistance unissent leurs rangs, car si elles continuent à s'entre-déchirer ou à faire de la surenchère, les pires surprises seraient à craindre ».... « Il faut que cette situation ambiguë où l'on voit parfois les résistants tourner leurs armes contre les forces des pays d'accueil ». Voilà comment Bourguiba voit la révolution palestinienne, et cette vision bourguibienne découle de l'idéologie bourgeoise qui n'agit qu'en fonction de ses propres intérêts et des intérêts de ses protecteurs impérialistes.

Ainsi, pour le chef suprême de la bourgeoisie, la lutte armée du peuple palestinien est une guerre de libération nationale contre un occupant étranger qui ne doit avoir pour but que de gêner l'ennemi et l'amener à négocier.

Il demande que les Palestiniens prennent la Tunisie en exemple. Mais, d'après lui, pour que cette lutte soit victorieuse, il ne faut pas poser le problème idéologique. En termes plus clairs, il n'approuve pas les Palestiniens qui disent que cette lutte « vise à allumer le feu de la révolution populaire armée »... « Elle est le début d'une révolution qui construit des forces dans le combat, en mobilisant les masses populaires, en les organisant, en les armant » (2).

Il est évident aussi que pour les Palestiniens il ne peut pas être question de mener la lutte pour la libération nationale indépendamment de la lutte politique et économique.

Pour eux : « Les camps se sont ouverts à la révolution, les exilés ont brisé leurs chaînes et ont instauré de véritables gouvernements locaux démocratiques. L'auto-discipline a remplacé la police. Un contrôle démocratique de tous les pouvoirs est en train d'être instauré. » (3)

« C'est au cours de la lutte pour la libération qu'ils décideront du système de gouvernement et de l'organisation politique, économique et sociale de leur partie libérée. » (2)

En somme, la conception des Palestiniens de la lutte de libération nationale est révolutionnaire : ils considèrent que les deux luttes sont liées l'une à l'autre, et rejoignent la conception de Mao Tse-toung : « Incontestablement, ses tâches (de la révolution chinoise) principales sont, d'une part, une révolution nationale qui secouera le joug étranger de l'impérialisme et, d'autre part, une révolution démocratique qui secouera le joug intérieur des propriétaires fonciers féodaux... Ces deux grandes tâches sont liées l'une à l'autre... C'est une erreur de considérer la révolution nationale et la révolution démocratique comme deux étapes révolutionnaires nettement distinctes. » (4)

(2) Communiqué du Fath, le 12-70.

(3) Feddayin n° 3.

(4) Mao-Tse-Toung : œuvres choisies, tome II, pages 339-340.

(1) Interview de Bahi Ladgham au journal « Le Monde », le 6 mars 1970.

Il est superflu de montrer que cette conception se trouve à l'opposé de la conception contre-révolutionnaire de Bourguiba. Comme tous les réactionnaires, il ignore les liens étroits entre l'impérialisme et son instrument d'intervention Israël. En fait, en plaçant le problème palestinien comme il l'a fait, il vise à ce que la Palestine une fois libérée ne coupe pas les ponts avec l'impérialisme. L'action de la Tunisie pour aider la lutte armée du peuple palestinien est essentiellement diplomatique, c'est-à-dire placée dans le cadre de l'O.N.U. Le pouvoir tunisien vise essentiellement à ce que la lutte des Palestiniens prenne la voie tunisienne. Il est contre la solidarité agissante des peuples.

Aussi avons-nous vu le gouvernement réprimer le peuple tunisien qui apportait son soutien à la révolution palestinienne. Et c'est précisément pour développer la même forme de libération que Bourguiba appelle les Palestiniens à s'unir et à taire leurs divergences. Mais s'il s'ingénie à déformer le sens de la révolution palestinienne, c'est parce qu'il a de grandes attaches avec l'impérialisme et qu'il ne veut pas que les Palestiniens mettent en cause le système de domination impérialiste au Moyen-Orient. Or cette position n'est pas compatible avec les positions des organisations palestiniennes qui ont compris le caractère

anti-impérialiste de leur lutte et la nécessité de mener la lutte économique et sociale en même temps que la lutte de libération nationale. Les révolutionnaires des pays limitrophes comprennent de plus en plus que leur soutien à la lutte armée du peuple palestinien s'insère dans le cadre plus général de la lutte des classes dans ce pays. Les récents événements du Liban et de Jordanie sont très édifiants à ce sujet. Et cela, le gouvernement tunisien ne peut pas l'accepter et on comprend le pourquoi de sa politique répressive contre les révolutionnaires tunisiens qui veulent soutenir la révolution palestinienne d'une manière conséquente, c'est-à-dire lutter contre l'impérialisme et ses valets en Tunisie. Pour le gouvernement tunisien, manifester contre l'impérialisme c'est « desservir la cause palestinienne. » (5)

En conclusion, malgré les prises de position démagogiques et verbales que prend le gouvernement tunisien vis-à-vis de la lutte des Palestiniens, il n'en reste pas moins un valet objectif de l'impérialisme.

HAMIDA S.

(5) Bahi Ladgham, discours du 10-2-70.

INFORMATION - DÉFORMATION

LES MENSONGES

Aux étudiants se sont joints des lycéens, des écoliers et même des repris de justice à l'affût du moment propice pour se livrer au pillage (B. Ladgham Action du 19-2-70).

**

Près de 2000 militants du parti se sont employés à faire revenir les enrégés à de meilleurs sentiments.

**

Le peuple est fondé à se demander si les sacrifices qu'il consent à l'enseignement supérieur sont justifiés.

**

Le peuple tunisien continue à manifester son indignation et sa réprobation à l'encontre de la minorité d'étudiants responsables de l'agitation et des manifestations survenues récemment.

**

Aucun lien de dépendance n'existe entre la Tunisie et l'Amérique (Bahi Ladgham Action, 19-2-70).

**

Leurs délégués (des étudiants) ont dénié toute représentativité aux bureaux des cellules estudiantines (idem).

**

Je regrette l'absence de certains enseignants qui semblent n'avoir pas été touchés par notre invitation.

**

Un Comité International de défense des Droits de l'Homme en Tunisie s'est constitué à Paris, comme si les droits de l'Homme étaient bafoués en Tunisie.

**

Le Dr Mokkadem a condamné l'agitation estudiantine qui est le fait, a-t-il dit, d'une poignée de perturbateurs mal intentionnés.

LA VÉRITÉ

Aux étudiants se sont joints des lycéens, des écoliers et des ouvriers qui voulaient manifester contre les affameurs du peuple.

**

Près de 2000 barbouzes se sont acharnés sur les militants anti-impérialistes.

**

Le peuple est fondé à se demander s'il continuera longtemps à engraisser davantage les bourgeois tunisiens.

**

La bourgeoisie tunisienne continue à manifester son indignation et sa réprobation à l'encontre des militants anti-impérialistes.

**

A combien s'élève la dette tunisienne ? 200 millions de dinars.

**

Le peuple tunisien dénie toute représentativité au Destour s'il pouvait s'exprimer.

**

Des mesures adéquates ont été prises contre de tels « irresponsables » : Mejdoub démis de son poste (15 jours après avoir été remis !)

**

Un Comité de défense des Droits de l'Homme s'est constitué à Paris comme si les citoyens tunisiens étaient matraqués, torturés, emprisonnés, comme si les paysans tunisiens étaient tombés sous les balles de l'armée...

**

Mais cette « poignée de perturbateurs » n'était-elle pas sous les verrous depuis mars 1968 ? Ou bien est-ce la génération spontanée des poignées de perturbateurs ?

Pour des mots d'ordre justes : une analyse juste

Un grand nombre de mots d'ordre ont été lancés par les manifestants les 9 et 10 février 1970 lors de la visite de Rogers à Tunis. Lorsqu'on sait qu'un mot d'ordre n'est que le concentré d'une analyse exprimant une position politique et qu'il est fonction de la situation particulière où il est lancé, l'étude des mots d'ordre lancés par les manifestants permet de dégager diverses attitudes politiques.

Si nous nous solidarisons d'une manière générale avec les manifestations à cause de leur caractère démocratique et anti-impérialiste, cela ne nous empêche nullement de dénoncer et de rejeter toute ligne erronée qui risque de mener dans de fausses luttes.

1. LA LIGNE DEMAGOGIQUE DU DESTOUR

- « Houmet el hima,
- quand un peuple veut vivre, il force le destin,
- Arafat-Palestine... »

Le Destour vit sur son passé lointain, où tout Tunisien patriote était concerné par la lutte de libération nationale contre un ennemi commun : le colonialisme français. Aujourd'hui, le Destour tente de faire revivre une tradition que les masses exploitées tunisiennes — ouvriers, paysans pauvres, intellectuels — rejettent unanimement, depuis qu'elles ont compris que la bourgeoisie, qui a brigué la direction de la lutte de libération nationale, devient forcément l'ennemi des masses laborieuses après l'indépendance. Le Destour sent de plus en plus sa faillite à l'intérieur et cherche une caution qu'il a facilement trouvée dans le représentant de l'O.L.P. à Tunis. Ce dernier, en rendant « hommage au peuple tunisien, à son président et à son gouvernement pour leur aide efficace (sic) à la lutte palestinienne », s'est rangé du côté du pouvoir contre ceux qui soutiennent réellement la lutte du peuple palestinien. Mais ce n'est pas en faisant recours au passé (houmet el hima) ou au prestige d'un Arafat que le Destour ralentira la montée de la colère du peuple qui voit en lui son principal ennemi de classe.

2. LA LIGNE REVISIONNISTE

L'attitude des révisionnistes se distingue à peine de celle des dirigeants destouriens : c'est pour cela que leurs mots d'ordre se recourent qu'ils soient dits ou tus. « La concertation à quatre, un nouveau Munich », voilà un mot d'ordre qui dénonce le silence complice des révisionnistes tunisiens : on ne se range pas du côté du peuple palestinien si on ne rejette pas la résolution de l'O.N.U. du 22 novembre 67 ou si l'on croit à une solution négociée parainée par les quatre grands ! là ne s'arrête pas la trahison ; par respect de la légalité bourgeoise tunisienne ils se sont opposés aux manifestations de rue que les véritables partisans de la lutte du peuple palestinien voulaient déclencher contre la visite de l'émissaire yankee. Leur collusion avec le Destour est allée jusqu'à s'opposer au mot d'ordre de grève à l'Université alors que la situation était favorable, et à tenter de briser la grève qui s'était déclenchée quand même.

Une telle attitude n'est pas nouvelle, elle aura permis néanmoins à de nombreux jeunes militants anti-impérialistes de démasquer dans la pratique les tenants de cette ligne capitulaire.

3. LA LIGNE NATIONALISTE

Nos nationalistes tout en manifestant dans la rue leur soutien au peuple palestinien ne voyaient pas clair ; leur confusion se reflète aux niveaux des mots d'ordres :

- nous sacrifierons nos vies pour la Palestine ;
- mes frères, protégeons notre « arabité » ;
- les arabes sont un seul peuple ;
- Palestine arabe, Tunisie arabe ;
- nation arabe.

Cette confusion idéologique résulte soit d'une absence totale d'analyse juste, soit d'une analyse erronée qui place la contradiction principale entre l'ensemble des masses exploitées de tous les pays arabes et l'Etat sioniste d'Israël. Une telle attitude est très dangereuse et prouve une incapacité à se hausser à une analyse historique maté-

rialiste, rejetant tout parti-pris nationaliste. En effet, pour justifier leur nationalisme petit-bourgeois, les nationalistes avancent comme preuves « irréfutables et sacrées » la communauté de langue, d'histoire et de culture à l'ensemble des peuples arabes. Mais, outre ce qu'il y a de gratuit dans ces affirmations, parler de « culture nationale arabe », d'« histoire nationale arabe », de « langue commune », c'est ignorer la lutte des classes, c'est avancer des mots d'ordre non conformes aux intérêts des masses :

— En fait la culture n'est pas nationale, elle est **culture de classe** ; à ce propos Lénine écrivait (1) : « le mot d'ordre de la culture nationale est une duperie bourgeoise... aussi, d'une façon générale la « culture nationale » est celle des grands propriétaires fonciers, de la bourgeoisie. »

— En fait l'histoire n'est pas nationale, elle est écrite et propagée par la classe dominante ; ainsi parler d'histoire nationale arabe, c'est se réclamer des classes féodales ou bourgeoises qui l'ont écrite, c'est croupir sous leur influence idéologique, c'est enfin oublier les intérêts des masses laborieuses.

— En fait la langue arabe littéraire enseignée est la langue des classes exploiteuses, véhicule actuellement de l'idéologie dominante. Les langues des masses populaires, celles qui véhiculent les éléments de culture populaire, sont différentes selon les pays et différentes de l'arabe littéraire.

Le nationalisme qu'il soit tunisien ou arabe est une attitude dangereuse qui sème la confusion, masque la lutte des classes, camoufle l'ennemi principal et dessert les intérêts des masses laborieuses. « Quiconque veut servir le prolétariat doit grouper les ouvriers de toutes les nations et lutter sans défaillance contre le nationalisme bourgeois, qu'il s'agisse du « sien propre » ou des autres. Quiconque défend le mot d'ordre de la culture nationale a sa place parmi les petits-bourgeois nationalistes et non parmi les marxistes. » (Lénine.)

4. LA LIGNE JUSTE

- A bas la dictature
- A bas la réaction
- Gestapo
- Policier tunisien, matriciel américain
- A bas l'impérialisme
- Go home Rogers
- Victoire à la Palestine et au Vietnam
- La concertation à quatre, un nouveau Munich
- Palestine vainca

Les trois premiers mots d'ordre attaquent l'ennemi principal : le pouvoir bourgeois destourien, la quatrième met à nu les liens de soumission du Destour à l'impérialisme yankee, les deux suivants dénoncent cet impérialisme, le septième place la lutte du peuple palestinien dans le cadre de la lutte de tous les peuples opprimés qui rejettent toutes les solutions impérialistes (huitième mot d'ordre), et la liste se termine sur un cri de victoire, car le peuple palestinien, qui a pris les armes, finira par triompher de l'impérialisme et du sionisme.

Les camarades qui ont lancé ces mots d'ordre ont touché du doigt les véritables liens qui existent entre l'impérialisme et ses valets locaux (Ladgham et Cie) et ont compris par la pratique, que la contradiction principale en Tunisie réside entre les masses exploitées et le pouvoir de la bourgeoisie à la solde des impérialistes.

Ainsi la théorie s'est vérifiée dans la pratique : le soutien que nous apportons au peuple palestinien passe inévitablement par la lutte contre le pouvoir bourgeois destourien, qui de par sa nature et ses liens à l'impérialisme, se trouve immanquablement du côté du sionisme.

La seule forme juste d'internationalisme, le seul appui réel à tous les peuples en lutte, c'est s'unir au peuple afin de mettre fin à la domination de sa propre bourgeoisie.

M. MOKTAR.

(1) Lénine ; œuvres tome 20, 12.26.

Qui parle des privilèges des Etudiants ?

Après chaque manifestation d'étudiants, le Destour déclenche une vaste campagne d'intoxication dont le but est d'isoler les étudiants de l'ensemble des masses exploitées en Tunisie. Le contenu de ces campagnes a évolué avec la radicalisation de la lutte et avec la clarification idéologique qui l'accompagne.

Si le contenu varie, les moyens utilisés (propagande mensongère, par l'intermédiaire de la radio, de la Presse, de la télé; répression des éléments les plus radicaux) sont d'une constance remarquable.

Ainsi, jusqu'en décembre 66, le Destour a mené sa campagne sur le thème suivant: les étudiants touchent des bourses importantes, jouissent de conditions matérielles favorables; ils sont donc privilégiés par rapport aux travailleurs et malgré cela ils trouvent le moyen de demander des améliorations de leur situation.

Cette campagne a été habilement menée en décembre 66 au point que les dockers du port de Tunis — mobilisés par le Destour qui voulait les détourner de leur véritable ennemi, en l'occurrence la bourgeoisie tunisienne — sont allés faire la chasse à l'étudiant.

La tâche du Destour à l'époque était facilitée parce que la ligne idéologique restait encore mal définie et les mots d'ordre des étudiants ne dépassaient guère le cadre des revendications syndicales et démocratiques. Le Destour parvenait ainsi à tromper une partie des masses populaires et à leur cacher leurs véritables exploités en détournant leur haine de classe contre les étudiants.

Mais la lutte sur le terrain s'est poursuivie chaque jour et elle s'est accompagnée d'un approfondissement sur le plan idéologique qui a permis aux éléments les plus avancés du mouvement étudiant de dégager une ligne politique juste; cette ligne est celle de la classe ouvrière et de ses alliés — paysannerie pauvre, semi-prolétariat. Cette nouvelle ligne a déjoué les manœuvres démagogiques du Destour: était-il possible en mars 68 — alors que les étudiants insistent sur la nécessité de jonction avec les classes opprimées — de prétendre que les étudiants défendaient leurs seuls intérêts?

Le Destour a lui aussi compris: le pouvoir bourgeois a été contraint cette fois de répondre — de manière ridicule — à nos mots d'ordre (lutte de classes, révolution socialiste, dictature du prolétariat, etc.). On a vu le gouvernement mobiliser tout son appareil de propagande, multiplier ses discours, ses commissions d'études pour combattre ces mots d'ordre.

La clarification idéologique qui s'approfondissait de plus en plus en liaison dialectique avec la pratique concrète du mouvement révolutionnaire en Tunisie a permis d'identifier le Destour comme l'ennemi principal des masses exploitées tunisiennes, a placé les éléments avancés du mouvement étudiant sur les positions des classes exploitées et a montré la difficulté éprouvée par le gouvernement dans sa tentative de couper les masses des étudiants.

Pour illustrer ceci, il suffit de mener des enquêtes auprès des ouvriers, paysans pour se rendre compte qu'ils se sentent solidaires des étudiants révolutionnaires qu'ils ne sont plus dupes de la propagande destourienne.

Qui d'entre nous n'a pas constaté la sympathie de ces masses après les verdicts scandaleux des procès de septembre 68 et février 69? N'a-t-on pas entendu le nom de Ben Jennet — symbole de cette lutte — cité par des ouvriers?

Tout cela montre que le peuple tunisien a distingué ses amis de ses ennemis et que maintenant de plus en plus il passe à la lutte contre ces derniers comme cela a été le cas lors des divers mouvements de grève qui ont éclaté ces derniers temps.

Plus que cela, le peuple manifeste avec ses amis contre leurs ennemis communs. N'a-t-on pas vu à Tunis des ouvriers et des étudiants manifester côte-à-côte dans les quartiers populaires, dénoncer la politique anti-populaire du Destour (« la fortune du peuple est entre les mains des vendus en Suisse et en France. ») et sa collusion avec l'impérialisme américain.

Une telle situation désarme complètement le Destour qui se trouve réduit à réprimer, à insulter des militants anti-impérialistes, à menacer d'exclusion les étudiants, à vouloir jeter la confusion dans les esprits: Bahi Ladgham a même essayé de confondre notre Groupe avec le P.C.T. pour le taxer de traître à la lutte nationale lors de la lutte contre le colonialisme. Mais tous ces mensonges, toutes ces manœuvres ne font que nous renforcer dans nos convictions et montrer que le Destour est au bout de son rouleau, qu'il est harcelé de tous les côtés par toutes les classes exploitées et qu'il s'agit de conjurer concrètement et rationnellement tous les efforts pour mettre fin à sa dictature.

Le combat a été engagé dans cette voie, en mars 68, poursuivi et repris avec détermination lors des manifestations anti-impérialistes de février dernier qui ont montré que la jonction s'opère facilement à chaud, dans la lutte commune contre les exploités, mais il ne faut pas négliger l'action quotidienne et patiente que doivent mener à l'étape actuelle les militants révolutionnaires pour expliquer aux ouvriers, aux paysans pauvres, semi-prolétaires et intellectuels la véritable nature du régime destourien.

Cette vaste campagne d'explication doit être menée par chacun d'entre nous et englober tous les secteurs que nous pouvons toucher: milieu familial, quartier, lycée, faculté, administration, usines, etc.

C'est ce travail d'explication, de démythification et de dénonciation qui nous permettra de renverser la situation et d'isoler à notre tour le gouvernement bourgeois des masses qu'il maintient en état de servilité. C'est à ce moment-là que les étudiants révolutionnaires auraient joué le rôle historique qui leur incombe, à savoir apporter la conscience de classe aux masses exploitées et propager l'idéologie prolétarienne dans tous les milieux.

Il s'agit dans les conditions actuelles de s'informer et d'analyser lucidement la situation et les problèmes spécifiques au secteur d'activité de chaque militant. Parallèlement il est nécessaire d'intensifier le travail d'agitation et de propagande dans le secteur envisagé en rattachant les aspects particuliers de ce secteur à la situation générale des classes exploitées afin de ne pas tomber dans des visions limitées ou corporatistes. En effet, la lutte qui se mène — et qui ne manquera pas de s'intensifier — dans chaque milieu (ouvriers, paysans, étudiants, etc.) contre le régime bourgeois, n'est qu'une composante du combat que mène tout le peuple contre ses affameurs: la bourgeoisie tunisienne et ses maîtres impérialistes.

Expliquons aux masses exploitées — ouvriers, paysans —, la nature du régime destourien et le sens de notre lutte!

Intensifions notre travail d'agitation et de propagande dans tous les secteurs pour démasquer le Destour!

BECHIR A.

LA BOURGEOISIE ET LES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE

Il est important d'analyser le contenu réel du « soutien » de la bourgeoisie aux luttes des peuples contre le colonialisme ou l'impérialisme, de voir de près sa position devant les luttes de libération nationale.

Disons tout de suite que la bourgeoisie se trouve acculée dans des circonstances données et sous la pression des masses, à formuler un « soutien » moral et verbal au moins à des luttes voisines rien que pour se maintenir au pouvoir et continuer tout bonnement à exploiter et à piller les classes déshéritées. Elle se cantonne à lancer des palabres démagogiques pour masquer son odieux visage et pour tromper les masses.

La bourgeoisie essaie toujours de diviser les mouvements de libération nationale et de se trouver des alliés au sein de ces mouvements. Mais en dernière instance et quand elle se sent menacée dans ses intérêts vitaux, elle n'hésite pas à dévoiler son véritable visage et à procéder à l'application d'une politique antipopulaire déployée au grand jour et sans vergogne.

L'histoire nous livre plusieurs exemples qui illustrent particulièrement cela ; essayons d'en analyser quelques-uns.

I. BOURGUIBA ET SON « SOUTIEN »

A LA LUTTE DU PEUPLE ALGERIEN (1956-62)

Pour mener la lutte de libération nationale, la direction petite-bourgeoise du Destour ne pouvait agir sans la participation des masses ; elle avait mobilisé le peuple pour se servir de lui comme instrument de lutte pour s'assurer le succès. Au moment de l'indépendance, le régime tunisien n'est pas encore solidement établi en raison des luttes internes au sein du Destour (Bourguiba-Ben Youssef) et de la nécessité pour le pouvoir de désarmer les véritables combattants dont les aspirations pouvaient mettre en danger le régime.

C'est dans ces conditions d'insécurité pour le pouvoir de Bourguiba que les combattants algériens imposèrent leur présence sur le territoire tunisien. Ce n'est donc pas à la suite d'un choix politique que le Destour a permis d'utiliser son territoire comme base de repli. Bien au contraire, Bourguiba a usé de toutes les manœuvres à sa disposition pour limiter l'activité des combattants algériens tout en essayant d'en tirer tout le prestige possible pour affermir son pouvoir. Il refusait de mobiliser le peuple pour un soutien effectif car, à ses yeux, le peuple n'est jamais mûr et il lui faut des « combattants suprêmes » pour résoudre ses problèmes ; en fait ce qui effraie le plus le Destour et Bourguiba — comme toute bourgeoisie — c'est la solidarité agissante des peuples.

Un des problèmes majeurs que posait la résistance algérienne au régime, était qu'elle opérait à partir du territoire tunisien pour mener à bien ses actions diverses ; ce qui plaçait la bourgeoisie tunisienne dans une position délicate vis-à-vis des autorités françaises, d'un côté, de l'opinion publique nationale qui soutenait moralement et matériellement (collectes) le peuple algérien, de l'autre.

La situation s'envenimait avec le bombardement de Sakiet Sidi Youssef par l'armée de l'air coloniale. Devant cet acte criminel, Bourguiba déploya toute son énergie pour en tirer un mince succès diplomatique, en obtenant une condamnation de la France par l'O.N.U. ; mais il ne fit rien pour mobiliser les masses ; bien au contraire, il s'employa discrètement à limiter au maximum les infiltrations des commandos algériens sur le territoire tunisien en mobilisant des détachements militaires dans les régions appropriées et joua ainsi le jeu des colonialistes contre les intérêts de la résistance algérienne ; ce faisant, il continua à soutenir verbalement (!) le peuple voisin.

Mais les combines de coulisses de Bourguiba ne sarrêtaient pas là ; il essaya de diviser les rangs du F.L.N. et de favoriser sa ligne réactionnaire pour essayer d'avoir un homme sûr, un « Bourguiba » algérien en quelque sorte, en la personne de Ben Khedda alors que le peuple algérien

ne voyait guère en lui son authentique porte-parole.

Déjà à cette époque, Bourguiba avait objectivement joué un rôle d'agent de l'impérialisme américain : en effet, ce dernier savait que l'ère de la pénétration directe, de l'exploitation directe des peuples était révolue et condamnait tactiquement le colonialisme pour s'apprêter à prendre la place vacante par une méthode plus subtile, indirecte, sans présence physique (quand il le peut) ; c'est-à-dire pour faire succéder au colonialisme le néo-colonialisme.

Les impérialistes américains pouvaient-ils espérer mieux comme aide que l'attitude de Bourguiba et du pouvoir destourien ?

Le pouvoir destourien n'avait pas misé sur l'homme qu'il fallait à l'époque ; toujours est-il qu'actuellement ses visées sont atteintes.

Et le 8 février dernier, on a pu voir les représentants des deux bourgeoisies au pouvoir se rencontrer pour célébrer insolemment l'anniversaire de Sakiet : Kaid Ahmed et Ladgham, réactionnaires traités à leurs peuples, ont osé parler des souffrances passées et des liens qui unissent les peuples algériens et tunisiens. Effectivement, ces liens existent, mais ils sont d'une tout autre nature que ce que veulent faire croire ces réactionnaires.

II - SENGHOR ET SON « SOUTIEN » A LA LUTTE DU PEUPLE GUINEEN

C'est exactement cette même ligne réactionnaire que suit Senghor pour « soutenir » le peuple guinéen en lutte contre le colonialisme portugais.

C'est ainsi qu'il décida de limiter l'infiltration des commandos guinéens au Sénégal en mobilisant des détachements d'infanterie et des colonnes blindées pour soi-disant prévenir une pénétration des forces coloniales en territoire national.

C'est ainsi qu'il condamna ce qu'il appelle les « extrémistes », c'est-à-dire les révolutionnaires guinéens qui posent simultanément le problème de libération nationale et celui de la libération sociale dans une future Guinée socialiste dirigée par le prolétariat. En ce sens, il veut désarmer ceux qui luttent sur le champ de bataille et qui croient fermement que « le pouvoir est au bout du fusil ». Et pour réussir, il favorise ceux qu'il appelle « les modérés », c'est-à-dire les réactionnaires de tout accabit ; il leur permet d'ouvrir un bureau à Dakar et de parler au nom du peuple guinéen ; il les incite à négocier avec les autorités coloniales, en citant son propre exemple qu'il propose comme modèle de lutte (c'est étrangement proche de la position de Bourguiba sur le Moyen-Orient), alors que le rapport des forces actuel ne permet pas de discuter mais de s'imposer sur le terrain.

Ce que propose Senghor n'est pas autre chose qu'une capitulation plus ou moins déguisée.

III - LA BOURGEOISIE LIBANAISE ET LES FEDDAYINS PALESTINIENS

L'Etat libanais, créé de toutes pièces par l'impérialisme anglais et français au lendemain de la première guerre mondiale qui voulait asseoir sa pénétration économique dans la région, se présente comme le seul garant de l'équilibre interconfessionnel. En réalité, ce masque lui sert de prétexte pour ne pas intervenir directement dans le conflit israélo-palestinien et de plus la bourgeoisie libanaise profite de cette situation pour s'enrichir car les impérialistes avaient conçu le Liban comme un relais financier et une plaque tournante commerciale entre l'Occident et le Moyen-Orient. En effet, le Liban est un très grand centre bancaire ouvert aux « émirs du pétrole » et autres féodaux et propriétaires fonciers arabes.

Ainsi la bourgeoisie libanaise tient au neutralisme et se cantonne à un soutien verbal au peuple palestinien alors qu'elle est voisine de l'Etat sioniste d'Israël et que le Sud Liban est d'une très grande importance stratégique pour la résistance palestinienne : en effet, cette région

surplombe la Galilée qui comprend à peu près le tiers des surfaces réellement habitées en Israël. Sa population est composée de 40 % des Palestiniens arabes d'Israël et de 60 % des Juifs orientaux d'Israël.

Cette masse, n'étant pas encore intégrée dans les structures de l'Etat sioniste, peut jouer un rôle important dans le développement de la lutte. D'autre part, la topographie de cette région en rend l'occupation par l'armée israélienne bien difficile. C'est un terrain qui peut être pour la guérilla une zone de positions défensives et offensives à la fois.

Les Palestiniens ont vu ces deux avantages et entreprennent d'étendre la lutte à cette région. L'apparition des Feddayins fut accueillie partout avec enthousiasme par le peuple qui vit en eux des libérateurs et des éducateurs.

Mais la classe dirigeante libanaise trembla devant cette apparition : à partir du Sud Liban, c'est toute sa politique des vingt-cinq années passées, c'est son régime qui était remis en cause. Elle se mit alors à tracer un plan diabolique pour démanteler les réseaux de résistance qui commençaient à être installés. Elle prépara une série de provocations directement encouragées par les Etats-Unis et par Israël. En avril 1969, l'armée libanaise coupa toute retraite à un commando palestinien harcelé jusqu'au territoire libanais par un détachement israélien ; le commando fut pris entre deux feux et subit de grandes pertes. Mais la réaction libanaise avait tout prévu dans son plan sauf la combativité des masses et le soutien agissant des peuples.

Après cet incident, toutes les grandes villes — Beyrouth, Sidon, Tripoli — furent littéralement paralysées par des manifestations populaires. La police reçut l'ordre de tirer : il y eut plus de trente morts, mais la liaison des peuples palestiniens et libanais a été réalisée par le sang.

Au lieu de creuser le fossé entre les deux peuples, la réaction libanaise a creusé sa propre tombe par cette provocation : la lutte de classes devint claire et se développa. Il n'y a plus, désormais, d'entente entre la classe dirigeante et les classes exploitées libanaises.

Il faut attendre fin octobre 1969 pour voir se réaliser une deuxième provocation lancée par la réaction libanaise : ayant traqué un important groupe de Feddayins et les ayant amenés à se réfugier dans le village de Madjal Selm, l'armée libanaise fit le siège du village, qui dura six jours. Et ce fut un nouveau massacre.

C'est alors que les Palestiniens décidèrent de contre-attaquer dans le seul but de mettre en échec le complot qui menaçait la résistance. Le peuple libanais appuya la résistance en se soulevant à Sidon, à Tripoli, à Beyrouth et dans de nombreuses régions rurales. L'affrontement qu'espérait la réaction libanaise sous la bénédiction de Washington et de Tel Aviv entre l'armée libanaise et les seuls résistants palestiniens se transforma en une gigantesque et violente remise en question de la classe dirigeante libanaise.

Ainsi la vie de la bourgeoisie au Liban est en sursis ; pour sauver sa peau, elle reconnaît maintenant le droit qu'ont les Palestiniens d'engager des opérations contre Israël à partir de son territoire alors qu'auparavant cette même bourgeoisie parlait à leur propos d'« agression étrangère ».

Cet exemple montre que seule la lutte conséquente des

masses peut démasquer la véritable nature du soutien que prétend apporter la bourgeoisie aux luttes des peuples.

IV - LA FEODALITE JORDANIANNE ET LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Les relations entre les autorités fantoches jordaniennes et la résistance palestinienne se placent sur un autre plan : ce n'est pas, comme au Liban, la présence des Palestiniens en territoire jordanien qui est mise en cause ; ce sont plutôt les tâches politiques et sociales que remplissent les révolutionnaires palestiniens en Jordanie et le rôle que ces derniers jouent dans la lutte de classes : les paysans, ouvriers, employés, fonctionnaires — palestiniens et jordaniens — prennent des initiatives audacieuses pour imposer des changements de leurs conditions de travail et de vie : des grèves d'une violence et d'une efficacité sans précédent prouvent que le développement de la lutte du peuple palestinien ne fait qu'aiguïser la lutte des classes. C'est ce qui excéda les féodaux et leur Etat. Ils voulaient en finir avec ces « anarchistes » et rétablir l'ordre, c'est-à-dire l'exploitation effrénée. Après une tentative avortée de liquider cette résistance, le ministre de l'Information jordanien rend publique une décision, le 10 février, interdisant aux organisations de résistance de porter, de stocker des armes et des munitions, d'organiser des manifestations ou des meetings populaires...

La riposte fut immédiate : les organisations de résistance constituèrent le C.U.R.P. (Commandement unifié de la Résistance palestinienne) et déclarèrent l'état d'alerte. La provocation a échoué et a, par ailleurs, consolidé les liens qu'ont les organisations palestiniennes avec les masses en tenant tête militairement à l'armée royale bédouine. Ces derniers événements ont prouvé que la lutte de libération nationale et la lutte de classes sont dialectiquement liées.

CONCLUSION

Ainsi tous ces événements montrent l'impossibilité de la bourgeoisie et de la féodalité de soutenir conséquemment des mouvements de libérations nationales. La bourgeoisie ne cherche en fait qu'à consolider ses intérêts par l'intermédiaire de l'appareil d'Etat, instrument de sa domination de classe.

Cette vérité exprime une constante de la politique réactionnaire du gouvernement tunisien à l'égard des justes luttes des peuples.

D'une part, la bourgeoisie tunisienne exprime un soutien verbal et démagogique destiné à mystifier aussi bien les masses populaires tunisiennes que les autres peuples opprimés et quelquefois un silence total sur la lutte de ces peuples.

De l'autre, elle n'hésite pas à soutenir des régimes fantoches comme c'est le cas pour le gouvernement anti-populaire de Saïgon qui est officiellement représenté à Tunis. Ceci n'est pas pour nous étonner car nous n'ignorons pas les liens de soumission du gouvernement réactionnaire destourien à l'impérialisme.

Il s'agit pour tous les révolutionnaires conséquents de dénoncer les manœuvres démagogiques du Destour, d'expliquer le sens de la lutte des peuples dans le monde aux ouvriers, paysans tunisiens afin d'intégrer leur lutte à celle de tous les peuples opprimés.

MOUSBAH.

Le 21 février, journée anti-impérialiste mondiale

Le 21 février 1944, 23 travailleurs (20 travailleurs de différents pays engagés volontairement dans la résistance clandestine française et 3 résistants français) tombaient sous les balles des nazis.

En février 1946, les étudiants de l'Inde soutenaient la révolte de la marine indienne contre l'impérialisme.

En février 1947, les étudiants égyptiens, par des courageuses manifestations de masse appuyèrent la revendication du peuple égyptien demandant le retrait des troupes militaires étrangères de leur sol.

Après l'indépendance de l'Inde et les victoires rempor-

tées par le peuple chinois, la conférence de la jeunesse et des étudiants du sud-est asiatique décida de faire du 21 février une journée internationale de solidarité des étudiants et de la jeunesse contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme.

Depuis 1948, le 21 février n'a pas cessé d'être célébré dans le monde entier. Nous présentons ci-dessous le contenu de l'intervention des étudiants de notre Groupe au meeting de la journée anti-impérialiste internationale célébré le 20 février à Paris, à la maison du Maroc (Cité Universitaire) ainsi que la motion de soutien à la lutte anti-impérialiste du peuple tunisien votée à l'unanimité.

INTERVENTION DES ETUDIANTS DU GROUPE au meeting de la journée anti-impérialiste du 21 février

Chers amis, chers camarades,

Nous célébrons aujourd'hui ensemble la journée du 21 février, journée mondiale anti-impérialiste.

L'impérialisme yankee sur la voie de son effondrement total multiplie les agressions armées, réprime de plus en plus les peuples qu'il domine :

— Au Vietnam, l'impérialisme yankee, sous couvert de retrait progressif de ses troupes, intensifie son agression criminelle et barbare.

— En Palestine et au Moyen-Orient, l'Etat sioniste d'Israël, valet de l'impérialisme américain, continue d'occuper militairement les territoires arabes et réprime par des méthodes fascistes les populations civiles.

— En Amérique latine, l'impérialisme américain fait tout pour perpétuer son agression et son exploitation et renforce une mobilisation populaire de plus en plus forte, notamment au Brésil et en Bolivie.

Toutes ces menées criminelles de l'impérialisme yankee à travers le monde démontrent amplement sa nature agressive et son rôle de gendarme international de la réaction qu'il joue.

Tous les peuples sont de plus en plus conscients de cette réalité et de la nécessité d'être solidaires de ceux qui, comme le peuple vietnamien, sont directement en lutte contre l'impérialisme yankee.

Mais la lutte contre l'impérialisme international, en Tunisie notamment, n'est pas une simple affaire de solidarité avec d'autres peuples : elle est également un impératif national, une nécessité de tous les jours car l'impérialisme international est présent sur notre sol et intervient tous les jours de différentes manières dans l'évolution de notre pays.

Bien sûr demain, et c'est une éventualité qu'il faut envisager, cette intervention pourrait prendre des aspects encore plus ouvertement agressifs, revêtir la forme d'une occupation militaire ou d'une intervention armée. Mais déjà, elle est suffisamment réelle pour avoir des effets très importants qui se ramènent à une exploitation forcée de notre peuple et à l'interdiction de tout progrès.

A ce titre, nous devons combattre l'impérialisme international.

Cependant, cet impérialisme contre qui nous devons lutter n'est pas un concept général et abstrait. Il a des formes précises que nous devons connaître.

QUELLES SONT LES FORMES REELLES DE LA DOMINATION DE L'IMPERIALISME EN TUNISIE ?

Contrairement à ce que fait l'impérialisme américain au Vietnam où il intervient directement par l'envoi d'un corps expéditionnaire, l'impérialisme international — américain et français, notamment — intervient économiquement, et ce par le biais des « aides » des gouvernements impérialistes ou des organismes internationaux à leur solde (BIRD, FMI, AID, etc.).

Cette intervention se fait aussi par le biais des accords commerciaux et économiques tel que celui passé entre le gouvernement tunisien et la CEE et aussi par des accords sur la main-d'œuvre qui mettent à la disposition du capital français plusieurs milliers d'ouvriers émigrés tunisiens qui se voient exploités à merci et parqués dans des bidonvilles.

Le but de cette intervention économique est évident : il s'agit d'intégrer la Tunisie dans le marché impérialiste.

L'impérialisme international intervient aussi culturellement par l'intermédiaire de ses officines dans notre pays : les différentes ambassades impérialistes, les divers centres culturels, Bourguiba-School, mission AID, mission culturelle, contenu de l'enseignement secondaire et supérieur adapté à des démocraties bourgeoises... Toutes ces officines ont pour rôle de « populariser » la culture bourgeoise pourrie et faire l'éloge de ceux qui, à travers le monde, exploitent ou massacrent les peuples opprimés.

L'impérialisme international intervient militairement dans notre pays. Pour ce qui est de l'impérialisme américain, tout le monde sait que l'essentiel de l'« assistance technique » recouvre les domaines policiers et militaires. On sait que ce sont les Américains qui entraînent les forces spéciales destinées à réprimer les manifestations populaires, que tous les ans de nombreux policiers, gardes nationaux et officiers de l'armée vont faire des stages aux USA. L'impérialisme français intervient aussi militairement par ses missions militaires. Depuis la chute de la monarchie en Lybie et la menace qui pèse sur les bases américaines qui s'y trouvent, des bruits incessants et non démentis par le gouvernement tunisien courent sur une éventuelle cession de Bizerte aux Américains en vue d'y installer une base américaine.

C'EST LE GOUVERNEMENT TUNISIEN, VALET DE L'IMPERIALISME, QUI FAVORISE LA DOMINATION IMPERIALISTE SOUS TOUTES SES FORMES

On voit bien que l'impérialisme international (français et américain notamment) n'est pas venu en Tunisie en agresseur colonial, mais pacifiquement. Il domine largement le pays et essaie de le dominer encore plus.

Cette domination n'est possible que grâce au gouvernement tunisien qui est son véritable porte-parole. C'est lui qui consolide ses assises économiques, c'est lui qui réprime toutes manifestations anti-impérialistes, c'est lui qui défend les positions politiques des impérialistes (agression américaine au Vietnam). C'est pourquoi l'impérialisme international peut paraître respecter la souveraineté tunisienne et n'être venu en Tunisie que pour « aider un pays pauvre ». Il ne faut pas s'y tromper : l'impérialisme est déjà le maître de la Tunisie. Cela signifie qu'aucune réalisation sérieuse, aucun pas en avant, aucune solution aux problèmes de la Tunisie ne pourront être amorcés tant que se maintient la présence de l'impérialisme dans notre pays.

Cela signifie surtout que, pour tous ceux qui refusent la dépendance et veulent mettre fin à l'exploitation, c'est le gouvernement réactionnaire destourien, valet de l'impérialisme, qui est le principal ennemi.

Tant que la bourgeoisie se maintiendra au pouvoir, il n'y a aucune chance que le pays soit débarrassé de la domination de l'impérialisme international.

La lutte contre la bourgeoisie et son pouvoir est donc la seule voie de combat contre l'impérialisme.

Cette conception révolutionnaire de la lutte anti-impérialiste est en rupture totale avec celle des révisionnistes, des opportunistes et de tous les démagogues. Les révisionnistes du P.C.T. continuent en effet à qualifier la bourgeoisie tunisienne d'« anti-impérialiste », de « progressiste » : ce faisant, ils introduisent la démobilisation et prônent en fait l'inaction et la capitulation devant l'exploitation. La vérité est que ce grouseculé révisionniste se maintient uniquement grâce à l'aide de ses semblables.

Quant aux opportunistes et aux démagogues qui continuent à exploiter la juste lutte du peuple palestinien contre l'Etat d'Israël, valet de l'impérialisme, pour détourner — comme on l'a vu lors des manifestations contre la venue de Rogers, le 9 février 1970 — les révolutionnaires des tâches concrètes qui les attendent en Tunisie, la révolution palestinienne, par son développement sur le terrain et par son approfondissement idéologique, constitue en elle-même un démenti cinglant à leurs théories démagogiques et pompeuses.

Les Marxistes-Léninistes tunisiens groupés au sein du G.E.A.S.T. affirment donc ce qu'ils ont toujours soutenu : à savoir que c'est en luttant contre la bourgeoisie au pouvoir, valet de l'impérialisme, que les anti-impérialistes conséquents apportent leur solidarité et leur contribution à la lutte générale des peuples contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et la réaction.

Les Marxistes-Léninistes tunisiens profitent de cette occasion pour exprimer leur soutien total à l'héroïque peuple vietnamien en lutte contre l'impérialisme yankee.

Ils profitent aussi de la tenue de ce meeting pour exprimer leur soutien indéfectible à la lutte du peuple palestinien contre l'Etat raciste, sioniste et théocratique d'Israël, valet de l'impérialisme.

Ils condamnent énergiquement et avec l'ensemble des organisations révolutionnaires la sinistre résolution du 22 novembre qui garantit des « frontières sûres et reconstruites à l'Etat d'Israël ».

Nous exprimons aussi notre solidarité avec les patriotes de Guinée Bissao, d'Angola et de Mozambique en lutte contre le colonialisme portugais renforcé et soutenu par les puissants impérialistes de l'OTAN.

Nous exprimons aussi notre solidarité avec les forces progressistes au Maroc et dénonçons la répression qui s'abat sur elles. Nous dénonçons aussi la collusion manifeste entre féodaux marocains et fascistes espagnols et exigeons la libération de Ajar et Ben Jelloun livrés à la police d'Oufkir ainsi que de tous les autres détenus politiques.

A bas l'impérialisme et ses valets !

Gloire à l'héroïque peuple vietnamien !

Vive la juste lutte du peuple palestinien contre l'Etat d'Israël, valet de l'impérialisme !

Motion adoptée à l'unanimité lors du meeting

— Considérant les importantes manifestations populaires qui ont eu lieu à Tunis lors de la visite du représentant de l'impérialisme yankee, Rogers, les 9 et 10 février 1970 ;

— Considérant la répression qui s'est abattue sur les militants anti-impérialistes après ces manifestations populaires ;

— Considérant la campagne de dénigrement systématique (par la presse, la radio et la télévision) orchestrée à l'encontre des dignes militants anti-impérialistes qualifiés de « voyous », d'« énergumènes », de « poignées d'agitateurs »... ;

— Considérant l'inféodation totale de la direction de l'UGET au parti pro-impérialiste au pouvoir et sa condamnation des dernières manifestations ;

— Considérant la menace d'exclusion de l'université d'un grand nombre d'étudiants révolutionnaires et anti-impérialistes,

NOUS, ORGANISATIONS SIGNATAIRES,

— Saluons ces manifestations populaires anti-impérialistes ;

— Exprimons notre entière solidarité avec la lutte des étudiants et du peuple tunisien contre l'impérialisme yankee et ses valets ;

— Condamnons énergiquement la direction de l'UGET pour sa prise de position scandaleuse ;

— Exigeons l'arrêt des poursuites à l'encontre des étudiants et militants anti-impérialistes.

A.G.E.G., Association Générale des Etudiants de Guadeloupe.

A.E.O.M., Association des Etudiants d'Origine Malgache.

F.E.A.N.F., Fédération des Etudiants d'Afrique noire en France.

G.U.P.S., Union Générale des Etudiants Palestiniens.

U.E.L.F., Union des Etudiants Lao en France.

U.E.V.F., Union des Etudiants Vietnamiens en France.

U.N.E.F., Union Nationale des Etudiants de France.

U.N.E.M., Union Nationale des Etudiants Marocains.

U.N.E.S., Union Nationale des Etudiants Syriens.

U.G.E.C.F., Union Générale des Etudiants Congolais en France.

U.E.I.F., Union des Etudiants Iraniens en France.

G.E.A.S.T., Etudiants du Groupe d'Etude et d'Action Socialiste Tunisien.

Pour une amnistie inconditionnelle

Après avoir libéré conditionnellement un grand nombre de prisonniers politiques le 18 janvier, le pouvoir vient d'accorder la grâce conditionnelle aux autres camarades détenus à Bordj et Roumi.

Cette décision de les libérer par « étapes successives » ne constitue nullement un « acte de générosité » de Bourguiba mais s'explique par les multiples pressions qui ont fini par acculer le régime.

D'une part, à l'intérieur même de leurs geôles, les prisonniers politiques ont mené sans relâche une lutte contre le pouvoir de la bourgeoisie. Ils ont résisté à toutes les manœuvres des autorités destouriennes (lettres de grâce, pressions sur les familles...) et ont déclenché de nombreuses grèves de la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique (octobre 68, décembre 68, avril 69 et janvier 70).

En novembre 69 ils ont mené une grève de la faim pour protester contre la mascarade électorale. Et si nos camarades ont pu opposer une résistance farouche et une volonté inébranlable cela n'est pas un hasard ; ils possèdent en effet une arme redoutable contre laquelle la bourgeoisie ne pouvait rien : cette arme c'est l'idéologie du prolétariat, c'est le marxisme-léninisme.

D'autre part, le pouvoir se trouvait en face d'une agitation sociale qui a touché de nombreux secteurs :

— Les ouvriers de diverses entreprises (notamment du secteur étatique) ont déclenché des grèves pour exiger l'amélioration de leurs conditions de travail et l'augmentation de leurs salaires. Au cours de nombreuses réunions syndicales les interventions des ouvriers ont montré combien la lutte menée par nos camarades en mars 68 était devenue connue de tous.

— Les étudiants à l'université ont axé une grande partie de leur agitation autour du problème des prisonniers politiques et ont exigé à plusieurs reprises l'amnistie inconditionnelle et la réintégration des étudiants et des professeurs. Enfin, à l'échelle internationale un courant de solidarité s'est intensifié ; l'opinion démocratique s'est vivement élevée contre les mauvais traitements infligés aux camarades par les tortionnaires du Destour et contre les conditions inhumaines de détention.

Si on ajoute à cela toutes les crises et remaniements du Destour surtout depuis septembre 69, on comprend bien que le pouvoir a voulu apaiser par ce geste un climat particulièrement tendu, tout en faisant croire que la « nouvelle équipe » allait instaurer la démocratie.

Mais chacun sait comment le Destour entend assurer une vie démocratique : en mobilisant son appareil répressif contre ceux qui expriment des opinions différentes de la sienne, en interdisant l'accès de l'université aux militants anti-impérialistes, en démettant de ses fonctions un professeur de la faculté de droit qui venait d'être libéré, en excluant des lycéens, en imposant des mesures policières et administratives aux camarades qui viennent d'être libérés...

Et toutes les déclarations démagogiques du pouvoir ne trompent personne.

Déjà il s'était démasqué par toutes ses manœuvres (procès préfabriqué, loi de grâce amnistiant, grâce conditionnelle...) et a montré clairement l'impasse où se trouve la bourgeoisie et ses limites.

Il incombe aujourd'hui à tout démocrate conséquent d'exiger la levée immédiate des mesures policières et administratives qui pèsent encore sur les anciens prisonniers politiques, c'est-à-dire exiger l'amnistie totale et inconditionnelle pour tous. Seule la lutte paie.

Ces libérations ont été arrachées à la bourgeoisie, nous pourrions lui arracher encore l'amnistie inconditionnelle pour tous les camarades, si nous poursuivons résolument la dénonciation des procédés anti-démocratiques dont use le pouvoir. C'est ce que nous ferons ! Exigeons la levée des mesures policières et l'amnistie inconditionnelle pour tous les anciens prisonniers politiques ! Poursuivons la lutte contre le pouvoir anti-démocratique et anti-populaire du Destour.

B. KALIFA.

Apprenons le marxisme auprès de ceux qui ont su le pratiquer

Extraits du rapport de la Commission Nationale et Coloniale

LENINE (œuvres choisies, Tome III, p. 549, 551)

Le trait caractéristique de l'impérialisme est que le monde entier, comme nous le voyons, se divise actuellement en un grand nombre de peuples opprimés et un nombre infime de peuples oppresseurs, qui disposent de richesses colossales et d'une force militaire puissante. En estimant la population totale du globe à un milliard trois quarts, l'immense majorité, comprenant plus d'un milliard et, selon toute probabilité, un milliard deux cent cinquante millions d'êtres humains, c'est-à-dire près de 70 % de la population du globe, appartient aux peuples opprimés, qui ou bien se trouvent placés sous le régime de dépendance coloniale directe, ou bien constituent des Etats semi-coloniaux, comme la Perse, la Turquie, la Chine, ou encore, vaincus par l'armée d'une grande puissance impérialiste, se trouvent sous sa dépendance en vertu de traités de paix.

... Je tiens à attirer tout particulièrement l'attention sur la question du mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés. Cette question, précisément, a provoqué certaines divergences. Nous avons discuté pour savoir s'il serait juste ou non, en principe et en théorie, de déclarer que l'Internationale communiste et les partis communistes doivent soutenir le mouvement démocratique bourgeois des pays arriérés ; cette discussion nous a amenés à la décision unanime de remplacer l'expression mouvement « démocratique bourgeois » par celle de mouvement national-révolutionnaire. Il n'y a pas le moindre doute que tout mouvement national ne puisse être que démocratique bourgeois, car la grande masse de la population des pays arriérés est composée de paysans, qui représentent les rapports bourgeois et capitalistes. Ce serait une utopie de croire que les partis prolétariens, en admettant qu'ils puissent en général faire leur apparition dans ces pays, pourront, sans avoir des rapports déterminés avec le mouvement paysan, sans le soutenir en fait, poursuivre une tactique et une politique communistes dans ces pays arriérés. Mais des objections ont été faites : si nous parlons de mouvement démocratique bourgeois, toute distinction s'effacera entre mouvement réformiste et mouvement révolutionnaire. Or, ces temps derniers, la distinction est apparue en toute clarté dans les pays arriérés et coloniaux, car la bourgeoisie impérialiste s'applique par tous les moyens à implanter le mouvement réformiste aussi parmi les peuples opprimés. Un certain rapprochement s'est fait entre la bourgeoisie des pays exploités et celle des pays coloniaux, de sorte que, très souvent, et peut-être même dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci, contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolution-

naires. Ceci a été démontré d'une façon irréfutable à la commission, et nous avons estimé que la seule attitude juste était de prendre en considération cette distinction et de remplacer presque partout l'expression « démocratique bourgeois » par celle de « national-révolutionnaire ». Le sens de cette substitution est que, en tant que communistes, nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposent pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités. Si ces conditions ne sont pas remplies, les communistes doivent, dans ces pays, lutter contre la bourgeoisie réformiste, à laquelle appartiennent également les héros de la II^e Internationale. Les partis réformistes existent déjà dans les pays coloniaux, et parfois leurs représentants s'appellent social-démocrates et socialistes.

... Le travail pratique des communistes russes dans les colonies qui ont appartenu à la Russie tsariste, dans des pays arriérés comme le Turkestan et autres, a amené la question suivante : comment appliquer la tactique et la politique communistes dans les conditions précapitalistes, étant donné que le trait caractéristique essentiel de ces pays est que les rapports précapitalistes y prédominent encore, et que, par suite, il ne saurait y être question d'un mouvement purement prolétarien. Dans ces pays, le prolétariat industriel n'existe presque pas. Malgré cela, là aussi, nous avons assumé et nous devons assumer le rôle de conducteurs. Notre travail nous a démontré qu'il faut dans ces pays surmonter d'immenses difficultés, mais les résultats pratiques ont montré également que, malgré ces difficultés, il est possible d'éveiller dans les masses une aspiration à la pensée politique et à l'activité politique indépendantes, même là où le prolétariat est presque inexistant. Ce travail a été plus difficile pour nous que pour les camarades des pays d'Europe occidentale, le prolétariat de Russie étant surchargé de besognes intéressant l'Etat. On conçoit sans peine que les paysans qui se trouvent placés dans une dépendance semi-féodale puissent parfaitement assimiler l'idée de l'organisation soviétique et la faire passer dans les faits. Il est également évident que les masses opprimées, exploitées non seulement par le capitalisme marchand, mais également par les féodaux et par l'Etat bâti sur des bases féodales, peuvent employer cette arme, cette forme d'organisation, même dans la situation qui est la leur. L'idée de l'organisation soviétique est simple ; elle peut être appliquée non seulement dans le cadre de rapports prolétariens, mais également dans celui de rapports paysans, de caractère féodal ou semi-féodal.